

GRUPE SOCIALISTE ET APPARENTÉS

RÉMI FÉRAUD
PRÉSIDENT DU GROUPE

La lutte contre la misère et l'exclusion, grande cause de la mandature

Avec Anne Hidalgo, nous nous étions engagés à lutter avec détermination contre toutes les formes de précarité et d'exclusion. En mars dernier, un pacte inédit a été adopté à l'unanimité du Conseil de Paris pour faire reculer la misère dans notre ville.

Paris est une ville solidaire, une ville d'intégration mais qui concentre aussi beaucoup de destins brisés, de parcours accidentés. Malgré de nombreux dispositifs, 2 000 à 3 000 personnes vivraient dans la rue, ce qui est absolument intolérable. Une des difficultés majeures pour agir efficacement dans ce domaine tient à l'extrême diversité des situations individuelles comme des causes qui y ont conduit.

Depuis 2001, plus de 1,2 milliard d'euros a été consacré chaque année aux politiques sociales, notamment en soutien aux familles et aux enfants. Plus de 3 000 places d'hébergement ont été créées et six restaurants solidaires accueillant chaque soir plus de 1 000 personnes ont été financés entièrement par la Ville.

Ces efforts doivent être amplifiés aujourd'hui car la crise économique a renforcé la précarité, le nombre et le parcours des personnes en difficulté ayant ainsi profondément changé. Il devenait alors évident que la lutte contre l'exclusion ne pouvait pas seulement se traiter par un renforcement sans limites de moyens financiers mais surtout par une modification profonde des prises en charge et des collaborations entre les différents acteurs. C'est l'objet de ce pacte porté par Anne Hidalgo et son adjointe, Dominique Versini.

Il se compose de 106 engagements très concrets qui construisent une

réponse globale et adaptée aux différentes situations individuelles. Il vise ainsi par exemple à prévenir la mise à la rue en améliorant l'accès au logement et la prévention des expulsions. Il permet aussi l'organisation coordonnée des actions sur le terrain par arrondissement. Le nombre de restaurants solidaires doublera d'ici la fin de la mandature et des haltes de nuit seront créées, compléments indispensables aux centres d'hébergement classiques. Enfin, sous l'impulsion de Nawel Oumer, conseillère déléguée en charge de la Petite enfance, les mineurs étrangers isolés seront accueillis dès le premier jour, afin d'éviter qu'ils se retrouvent à la rue dans l'attente de l'examen de leur situation. C'est un progrès très important, salué par les associations. La solidarité, c'est l'honneur de Paris. Ensemble, refusons le drame de l'exclusion. ■

→ Retrouvez-nous sur
le site <http://groupe-ps.paris>
et sur Twitter : @ElusPSParis.

GRUPE UDI-MODEM

ÉRIC AZIÈRE
PRÉSIDENT DU GROUPE

À Paris, pas de petits jeux

À Paris, comme sur le plan national, la politique d'Anne Hidalgo semble plus s'appuyer sur la bonne fortune et l'alignement des planètes que sur la bonne gestion.

Probablement inspirée par l'imminence de l'implantation d'un casino à Paris, se substituant aux cercles de jeux, la Mairie de Paris a annoncé qu'à partir de la rentrée 2015 les places dans les conservatoires de musique et de danse de la Ville de Paris seront attribuées par tirage au sort. Où le sort va-t-il se nicher ?

Cette politique de loterie municipale vient sans doute illustrer une nouvelle conception des services publics aux Parisiens. Après la démocratie représentative, dont nous tirons notre légitimité, puis la démocratie participative, dont la Maire de Paris imprègne sa

communication quotidiennement, voici venue l'ère de la démocratie rotative : Parisiennes, Parisiens... Faites vos jeux... Rien ne va plus ! À ces petits jeux-là, à tous les coups l'on perd ! D'ailleurs, les Parisiens n'ont-ils pas déjà l'impression que l'attribution des logements sociaux se joue à l'occasion d'une partie de poker menteur, que les parcmètres sont déjà transformés en machines à sous et que les subventions aux associations sont fixées à la roulette ? Quant à l'ouverture des commerces le dimanche... passe et manque !

Si vous désirez une place en crèche, un taxi libre aux heures de pointe, une piscine ouverte le dimanche, un air respirable un jour de beau temps, des rues propres, un médecin conventionné, une place de stationnement pour deux-roues ou un policier municipal, n'hésitez pas à venir tourner la grande roue de l'infortune parisienne. Hélas, au bout du compte, il y a fort à parier que les dettes cumulées de ces parties perdues d'avance

seront payées à la sortie par les Parisiennes et les Parisiens.

Gageons que la majorité municipale mettra à profit la pause estivale pour abandonner ce costume de « comique-croupier », pour endosser enfin celui du responsable politique doté d'une vision claire et inventive.

Si Paris veut jouer sa chance, faire valoir ses atouts, s'il y a des jeux qui méritent la chandelle, c'est d'abord et avant tout la candidature de Paris à l'organisation des Jeux olympiques et paralympiques de 2024. Ces enjeux sont essentiels pour Paris et les seuls porteurs de progrès en matière de transports, de logement, d'emploi, d'accessibilité, d'organisation logistique et d'échanges commerciaux. C'est cette ambition que soutient le groupe UDI-MoDem. C'est une formidable occasion d'envoyer un message au monde sur l'attractivité et la vitalité économique de Paris. C'est sur toute la Métropole parisienne que les yeux du monde entier seraient tournés. ■

GROUPE UMP**NATHALIE KOSCIUSKO-MORIZET
PRÉSIDENTE DU GROUPE****Sans cinéma, rien ne va!**

En juin 2014, la Maire de Paris se réjouissait du fait que « comme chaque année, le festival Paris Cinéma est un rendez-vous incontournable qui attend tous les amoureux du cinéma ». Il faut croire que l'incontournable aura finalement été contourné, puisque l'aide de la Ville au festival Paris Cinéma n'est pas reconduite en 2015, privant notre capitale de tout festival de cinéma et de marché de coproductions.

C'est au mieux mépriser et au pire ignorer totalement que le cinéma est bien plus qu'un simple divertissement puisqu'il est aussi une formidable source d'inspiration pour nombre de Parisiens et enfin un énorme bassin de métiers, de dynamisme et d'emplois pour nombre d'entre eux qui y travaillent et apportent par là même

dynamisme et créativité à notre territoire.

Paris est pourtant la capitale mondiale du cinéma en nombre de salles et de films diffusés. Elle devrait être leader sur ce secteur qui la fait rayonner tout autant qu'il lui apporte en métiers, en création artistique, en innovations technologiques et en dynamisme économique.

C'est la raison pour laquelle dès le printemps, nous avons tendu la main à la majorité municipale, afin de bâtir ensemble un projet de festival de cinéma d'envergure et intégré pour les Parisiens comme pour la filière cinématographique. La manifestation serait à construire avec les professionnels mais elle pourrait combiner un festival de films programmés par les exploitants parisiens (et éventuellement les Parisiens grâce à un mécanisme participatif), mais aussi le développement de synergies avec d'autres festivals voisins : technologie (afin de fédérer les salons qui existent déjà), coproductions (afin de faci-

liter les rencontres permettant le développement international de la filière)... Un cycle de conférences permettrait à Paris d'associer l'ensemble des participants pour réfléchir aux enjeux artistiques, techniques, à la révolution des modes de financement (fonds d'investissement, financements participatifs...) mais aussi d'être au cœur d'un dialogue inter-festivals avec d'autres manifestations internationales (Austin, Sundance...).

En un mot, nous voulons que la Ville de Paris soit moteur, impulse et donne du souffle à une filière professionnelle qui ne demande qu'à ce qu'on la valorise et qu'on l'aide à se développer.

Malheureusement, malgré nos demandes répétées en Conseil de Paris, rien n'est moins sûr. Continuons donc à faire que les volontés des acteurs du secteur, de la Mission cinéma et des élus se réunissent afin de fonder les bases d'un festival de cinéma du XXI^e siècle. Un festival qui sera à la hauteur de Paris. ■

**GROUPE COMMUNISTE -
FRONT DE GAUCHE****NICOLAS BONNET-OULALDJ
PRÉSIDENT DU GROUPE****Grande ambition
pour la Petite Ceinture**

Ce que nous défendons c'est d'abord la vocation ferroviaire de la Petite Ceinture. Elle représente un enjeu stratégique pour notre métropole en lien direct avec la lutte contre la pollution. Le débat n'est donc pas que parisien, il s'agit d'une compétence régionale portant sur la stratégie de transports en Île-de-France.

Nous devons avoir une grande ambition pour la Petite Ceinture comme pour l'avenir de notre planète. Une ambition profondément politique, dépassant les intérêts particuliers.

Le conseil régional d'Île-de-France, la Fédération nationale des usagers des transports, la CGT ou le Conseil économique social et environnemental, tous

ont défendu systématiquement la réutilisation ferroviaire de ce site. D'ailleurs le Schéma directeur de la Région Île-de-France qui s'appuie sur une étude de l'IAURIF impose le maintien du linéaire et la réversibilité de tout aménagement sur la ligne.

Nous sommes pour que les Parisiens profitent des atouts de la Petite Ceinture. Mais nous devons trouver une solution globale, mixte, harmonieuse et consensuelle. Celle-ci doit être moderne et innovante, résolument tournée vers l'avenir, prenant en compte les avancées technologiques pour des véhicules non polluants et non bruyants. De vraies avancées ont été réalisées dans d'autres pays pour limiter les nuisances de l'activité ferroviaire et respecter de la biodiversité. Alors pourquoi à Paris, tournerait-on le dos au progrès et à la technologie, là même où nous parlons de l'arc de l'innovation et d'économie circulaire ?

D'autres propositions portées par les associations doivent retenir notre attention. Par exemple, un train découverte, le vélorail ou les draines à légumes. Des propositions qui pourraient accompagner la promotion des grands événements pour lesquels la Ville est candidate, comme le « train de la COP 21 », le « vélorail olympique » pour la candidature de Paris 2024.

À l'avenir, la Petite Ceinture peut et doit être essentiellement un espace dédié au fret et à la logistique urbaine, tout en préservant des espaces libres pour les loisirs des Parisiens.

Nous avons défendu deux propositions. La première portant sur la nécessité d'organiser à Paris des assises du fret, la seconde réaffirmant la réelle mixité des usages : ferroviaire et ouverture au public. ■

GRUPE ÉCOLOGISTE DE PARIS

ANNE SOUYRIS
ET DAVID BELLIARD
COPRÉSIDENTS DU GROUPE

L'école pour toutes et tous : Paris doit montrer l'exemple

En avril dernier, les premières prévisions académiques pour la rentrée scolaire 2015 validaient des baisses de moyens, des suppressions de postes et des fermetures de classes. Dès lors, la mobilisation de nombreux-ses élu-e-s, notamment écologistes, mais aussi de parents, d'enseignant-e-s et d'autres acteurs de la sphère éducative n'a eu de cesse de demander au rectorat une augmentation des fonds alloués au développement des dispositifs comme « plus de maîtres que de classes », outil concret de lutte contre les inégalités.

Les moyens financiers et humains doivent être au rendez-vous pour réaliser l'école inclusive que nous voulons. Pour que tout le monde

y ait sa place, il ne faut pas oublier – une fois de plus – de développer les Rased (Réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté) et d'augmenter le nombre d'AVS (Auxiliaires de vie scolaire) formé-e-s pour accompagner les enfants en situation de handicap.

Une baisse de moyens condamnerait Paris à revivre la même situation – en pire – que cette année en termes de remplacements. Des fonds sont nécessaires pour ne pas avoir à gérer une pénurie chronique d'enseignant-e-s et de remplaçant-e-s. Plus globalement, Paris doit agir là où les besoins sont les plus pressants, en complémentarité de l'Éducation nationale, pour favoriser une réelle égalité des chances. Cette ambition passe aussi par des temps périscolaires plus investis. Accès à la lecture et à la culture, meilleur respect des rythmes de l'enfant... le périscolaire doit être un atout en faveur de la réussite à l'école. Nous devons mettre en œuvre un plan de formation de nos animateurs/rices à la hauteur de ces défis.

Il faut créer des partenariats avec des structures prestigieuses, telles que la Philharmonie, pour des projets d'éducation populaire à l'image du Demos (Dispositif d'éducation musicale et orchestrale à vocation sociale).

L'école est avant tout une équipe et chacun-e, enseignant-e, parent, animateur/rice, enfant, doit pouvoir prendre part à la vie de l'établissement. L'innovation pédagogique est le vecteur qui permettra aux équipes éducatives d'améliorer la situation de l'école qui voit encore beaucoup trop d'élèves en échec ou en décrochage scolaire. Paris, ville riche mais bondée d'inégalités, doit donner l'exemple. Pour mener à bien cette ambition, loin de fermer des classes et des écoles, nous devons développer de petites structures et mettre en place des projets d'école innovants en matière pédagogique. Nous pouvons adopter dès maintenant ce modèle qui a fait ses preuves à l'étranger. C'est ce que nous défendons pour Paris et ses enfants. ■

GRUPE RADICAL DE GAUCHE, CENTRE ET INDÉPENDANTS

JEAN-BERNARD BROS
PRÉSIDENT DU GROUPE

La lutte contre les incivilités dans l'espace public, un défi à relever

À partir de l'été 2015, jeter dans la rue son mégot, ses ordures, débris, déchets divers, liquides insalubres ou tout autre objet sera sanctionné d'une amende de 68 euros. Aujourd'hui de 35 euros, cette contrevention va donc être significativement majorée, mesure d'appel au civisme que nous soutenons.

Dans le même esprit, le Conseil de Paris a voté, à la suite de nos demandes, une délibération rappelant l'interdiction de la publicité commerciale au sol ainsi que l'instauration d'une amende pour les contrevenants, calculée en fonction du nombre d'heures passées par les services de propreté.

Le groupe PRG-CI porte depuis

le début de la mandature de nombreuses propositions dans le domaine du respect et de la préservation de notre espace public. Il est selon nous indispensable de valoriser le civisme dans la ville afin d'améliorer durablement la qualité de vie au quotidien.

La lutte contre la dégradation de notre espace public constitue un enjeu fort car subsistent encore trop de déchets jetés au sol, trop d'affichage sauvage sur notre mobilier urbain et sur les murs de Paris et également trop de contournements de notre règlement local de publicité.

Afin de mieux réguler ces phénomènes, nous avons interpellé l'Inspection générale de la Ville de Paris afin qu'elle mène une inspection sur la question du coût annuel pour notre collectivité des incivilités volontaires, jets de mégots, jets de débris (papiers, cannettes, chewing-gum, etc.), déjections canines, épanchements d'urine, tags et pochoirs au mur et au sol, affichage sauvage sur le

mobilier urbain ou dépôt sauvage d'encombrants.

Cette démarche constitue un enjeu de réappropriation de l'espace public par le citoyen vis-à-vis de toutes les formes de pollution. Comme nous le dénonçons fréquemment sur la question de l'affichage sauvage, nous considérons indispensable que les comportements inciviques, mais aussi la pression publicitaire, s'atténuent à Paris.

La récente décision de l'Assemblée nationale interdisant les bâches publicitaires géantes sur les monuments classés est d'ailleurs une mesure qui s'inscrit dans cette logique, ce que nous saluons.

Tout ceci s'inscrit dans l'enjeu de mieux vivre dans la ville, démarche que nous défendons et qui habite notre action. ■

➔ **Contact courriel :**

groupeprgci@gmail.com

Site Internet :

<http://groupe-prgci-paris.com>

Compte Twitter :

@Groupe_PRG_CI